



Les résultats satisfaisants n'apaisent pas l'inquiétude

Les fonds sous gestion affichent une hausse notable dans la plupart des banques. Malgré de pesantes incertitudes.

Si l'on en croit les résultats des banques de gestion, les pressions fiscales n'ont pas eu d'effet significatif sur leurs activités. Du moins à première vue. La plupart des établissements qui ont publié des chiffres sur l'exercice 2009 montrent une évolution favorable malgré une conjoncture difficile et des incertitudes politiques. Les avois sous gestion affichent une hausse continue, qui s'explique par un effet marché, mais aussi par une poursuite des arrivées de capitaux.

Parmi les banquiers privés, Pictet a enregistré un afflux de net new money de 20 milliards de francs, soit une meilleure performance encore qu'en 2008 (17 milliards), sur un total de 388 milliards sous gestion. A une plus petite échelle, Bordier a enregistré une hausse de 500 millions de ses fonds sous gestion, dont 200 millions de nouveaux fonds, à 9 milliards. UBS apparaît légèrement en retrait, avec des avois qui ont chuté de 25% à de 75 milliards l'an dernier. Mais cette situation constitue plutôt une exception et est surtout liée au retrait de capitaux dans les hedge funds. Car la banque a compté un afflux net de 6,7 milliards de francs de la part de la clientèle privée, notamment en provenance des pays émergents. A l'image des résultats de Credit Suisse et d'UBS, l'année 2009 a

mis en évidence de manière encore plus évidente les gagnants et les perdants de la crise. Parmi les petites et moyennes structures, la distinction s'est faite en fonction de l'origine des fonds. Mais il ne s'agit pas d'une séparation absolue. Certaines banques affirment que les avois ont progressé de la même manière quelle que soit la provenance des clients. En particulier, Wegelin & Co dont les fonds ont grimpé de 25% à 25 milliards l'an dernier. Une hausse dont une moitié est constituée par l'effet de marché et l'autre par l'apport de nouveaux fonds.

Pourtant les pressions fiscales faisaient craindre le pire. «Beaucoup de clients offshore ont opté pour une attitude attentiste, étudiant la mise en place des régimes fiscaux et des amnisties éventuelles», explique Jérôme Despont, expert chez Ernst & Young.

L'effet le plus important est venu du scudo italien. Il a notamment eu un impact très marqué sur UBS, qui a enregistré des fuites de capitaux suite à cette décision, mais pour l'ensemble de la place, les effets sont limités. L'associé du cabinet de consultants et d'audit évalué à 50% les fonds réintégrés ou toujours sous gestion en Suisse, après leur annonce au fisc. Certains, comme la banque genevoise Syz & Co, en ont même largement profité (lire L'Agefi du 30 décembre 2009), affirmant avoir

perdu moins de fonds en Suisse qu'elle en a récolté dans sa filiale italienne. De façon moins marquée, on peut également imaginer que des rapatriements en France ou en Allemagne se sont produits, considère Jean-Christophe Pernollet, responsable de PricewaterhouseCoopers (PwC) à Genève.

Si les clients européens se détournent en partie, ce n'est pas du tout le cas de ceux des pays émergents. L'Asie, le Moyen-Orient et l'Amérique latine continuent de se tourner vers les banques de gestion suisses avec pour conséquences que les gestionnaires spécialisés dans ces régions deviennent de plus en plus convoités. Tandis que ceux qui se concentrent sur la vieille Europe souffrent.

Les résultats 2009 ont pu calmer certaines craintes. L'inquiétude n'en demeure pas moins vivace, lorsqu'il s'agit d'évoquer les perspectives 2010. Aux questions politiques et fiscales s'ajoutent des incertitudes quant à l'évolution des marchés, souligne Jean-Christophe Pernollet. Dans ce contexte, l'expert envisage la poursuite de la concentration dans le secteur. Avec des considérations désormais différentes: «les avois non déclarés de provenance d'Europe occidentale ne sont plus valorisables. Ils sont même devenus invendables», affirme-t-il. «Les acquéreurs potentiels se



préoccupaient essentiellement des risques de blanchiment ou de personnes politiquement exposées. L'origine géographique de la clientèle constitue aujourd'hui le point central.»

Cette problématique renvoie au modèle d'affaires des différents établissements. Ceux qui se sont concentrés sur l'Europe ont un avenir de croissance moins réjouissant. «Cela ne veut pas dire qu'ils feront faillite ou qu'ils disparaîtront mais ils devront se poser la question d'adapter leur modèle d'affaires», poursuit Jean-Christophe Pernollet. Et parmi ces interrogations figure en bonne position celle du développement des activités onshore à l'étranger. Moins rémunératrices, difficiles et coûteuses à mettre en place dans un environnement très concurrentiel, elles constituent pourtant une partie de la réponse. L'autre se trouve également dans les services transfrontaliers. Disposer d'avoirs sous gestion déclarés ne résout pas tous les problèmes, rappellent les experts. Car les banques devront adapter leur offre de façon à respecter les différentes dispositions légales. (MF)

«AUX QUESTIONS POLITIQUES ET FISCALES S'AJOUTENT DES INCERTITUDES QUANT À L'ÉVOLUTION DES MARCHÉS FINANCIERS EN 2010.»